

■ ARTICLE DE RECHERCHE / RESEARCH ARTICLE

Des méandres de l'authenticité à la RDC du renouveau : ruptures et continuités de la diplomatie culturelle entre Mobutu et Félix Tshisekedi

LUWALA MAKWATA Fidel

Chef de travaux à l'Institut supérieur de Bandundu « ISC/Bandundu » et Apprenant au 3ème cycle en Relations internationales à l'Université de Kinshasa

SENKER NDIMBA BOB

Chef de Travaux, Doctorant, UPN/Université de Ngaoundere (Cameroun)

✉ senkerbob@gmail.com

Received: 20 January 2026

Accepted: 16 March 2026

Available online: 14 April 2026

How to cite:

LUWALA MAKWATA, F. & SENKER NDIMBA, B. (2026). *Des méandres de l'authenticité à la RDC du renouveau : ruptures et continuités de la diplomatie culturelle entre Mobutu et Félix Tshisekedi*. *International Journal of Social Sciences and Scientific Studies*, 6(2), 5577-xxxx.

Résumé

Introduction : La diplomatie culturelle congolaise a longtemps été un instrument au service de la souveraineté et de la légitimation étatique, oscillant entre propagande et affirmation identitaire. Sous Mobutu, elle s'est traduite par un nationalisme symbolique fort visant à consolider l'autorité du régime et à légitimer le chef de l'État. Le renouveau initié par le président Tshisekedi marque une rupture méthodologique : la culture est désormais pensée comme moteur de développement économique, instrument de soft power et vecteur de rayonnement international.

Méthodologie : Cette étude vise à analyser comment cette transition est perçue et vécue par les acteurs culturels et les institutions concernées, et à évaluer l'efficacité de la diplomatie culturelle contemporaine. Elle combine une analyse documentaire des politiques publiques, rapports officiels et discours présidentiels, avec des entretiens semi-directifs auprès d'artistes, responsables culturels et membres de diasporas congolaises.

Les résultats montrent une double dynamique : d'une part, la structuration des industries culturelles et créatives (ICC) ouvre de nouvelles perspectives économiques pour les artistes et renforce la visibilité de la culture congolaise à l'international ; d'autre part, des contraintes persistantes liées au financement, à la gouvernance et aux dépendances extérieures limitent encore l'efficacité réelle de cette diplomatie.

La discussion met en lumière la tension entre ambition politique et capacités institutionnelles réelles, ainsi que le rôle croissant des partenariats internationaux, notamment chinois, dans le secteur culturel.

En conclusion, la diplomatie culturelle de Tshisekedi représente un passage stratégique d'une culture instrumentalisée à une culture génératrice de valeur, mais sa réussite dépendra de la consolidation institutionnelle, de la réduction de la précarité artistique et de la diversification équilibrée des partenariats internationaux.

Abstract: Introduction: Congolese cultural diplomacy has long served as an instrument for state sovereignty and legitimacy, oscillating between propaganda and identity assertion. Under Mobutu, it manifested as a strong symbolic nationalism aimed at consolidating regime authority and legitimizing the head of state. The renewal initiated by President Tshisekedi marks a methodological shift: culture is now conceived as a driver of economic development, a tool of soft power, and a vector of international influence.

Methodology: This study aims to analyze how this transition is perceived and experienced by cultural actors and relevant institutions, and to assess the effectiveness of contemporary cultural diplomacy. It combines a documentary analysis of public policies, official reports, and presidential speeches with semi-structured interviews with artists, cultural managers, and members of the Congolese diaspora.

Results: The findings reveal a dual dynamic: on one hand, the structuring of the cultural and creative industries (CCIs) opens new economic opportunities for artists and enhances the international visibility of Congolese culture; on the other hand, persistent constraints related to funding, governance, and external dependencies still limit the real effectiveness of this diplomacy.

Discussion: The analysis highlights the tension between political ambition and actual institutional capacities, as well as the growing role of international partnerships, particularly Chinese, in the cultural sector.

Conclusion: Tshisekedi's cultural diplomacy represents a strategic shift from instrumentalized culture to culture generating tangible value, but its success will depend on institutional consolidation, reduction of artistic precarity, and balanced diversification of international partnerships.

Keywords: Cultural diplomacy – DRC – Cultural and creative industries – Soft power – Cultural governance – Heritage and identity

Mots-clés : Diplomatie culturelle, RDC, Industries culturelles et créatives, Soft power, Gouvernance culturelle, Patrimoine et identité

I. INTRODUCTION

La culture a toujours constitué un pilier central, à la fois symbolique et stratégique, dans le projet de construction étatique et de projection internationale en République démocratique du Congo (RDC), anciennement Zaïre. Le passage de l'autoritarisme idéologique incarné par l'« Authenticité » du Maréchal Mobutu Sese Seko (1965–1997) à une diplomatie culturelle axée sur l'économie, le patrimoine et la coopération internationale sous Félix Tshisekedi (post-2019) invite à une analyse critique des transformations de la diplomatie culturelle congolaise.

La diplomatie culturelle, entendue ici comme un outil de dialogue sur des questions complexes liées à la créativité et au patrimoine pour générer du consensus, reflète l'évolution des stratégies de souveraineté d'un État postcolonial. La problématique centrale de cette étude réside dans l'identification de la nature profonde de ce changement : le « Renouveau » sous Tshisekedi marque-t-il une rupture structurelle avec l'instrumentalisation étatique de la culture, ou représente-t-il une adaptation tactique aux exigences contemporaines du soft power mondial ?

La thèse défendue ici soutient que si les cadres idéologiques et les modalités d'action passant d'une culture-propagande à une culture-économie constituent des ruptures stratégiques majeures, la fonction ultime de la diplomatie culturelle, c'est-à-dire servir d'outil de légitimation interne et de monnaie d'échange géopolitique externe, demeure une continuité fonctionnelle dans l'État congolais. L'analyse porte sur les instruments mobilisés par les deux régimes, en examinant l'idéologie, le spectacle, le droit, l'économie et la question persistante de la restitution des biens culturels.

II. METHODOLOGIE

1. Type de recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche qualitative, comparative et exploratoire, visant à analyser les ruptures et continuités dans la diplomatie culturelle congolaise entre les régimes de Mobutu Sese Seko (1965–1997) et de Félix Tshisekedi (post-2019).

- Qualitative : elle privilégie l'analyse des significations, des symboles et des narratifs culturels mobilisés dans la construction de l'État et la projection internationale.

- Comparative : elle met en relation deux périodes historiques distinctes pour identifier transformations et continuités.
- Exploratoire : elle cherche à dégager des tendances et des logiques d'action de l'État congolais dans un domaine encore peu exploré par la littérature académique.

2. Sources et techniques de collecte des données

L'étude repose sur une analyse documentaire approfondie, combinant sources primaires et secondaires :

Sources primaires :

- Discours officiels et communiqués gouvernementaux relatifs aux politiques culturelles sous Mobutu et Tshisekedi.
- Rapports institutionnels des ministères de la Culture et des affaires étrangères, ainsi que documents de l'UNESCO concernant la RDC.
- Articles de presse et comptes rendus médiatiques sur les projets et événements culturels nationaux et internationaux.

Sources secondaires :

- Ouvrages académiques et articles scientifiques sur la diplomatie culturelle et le soft power africain (McConnell, Craggs & Harris, 2024 ; N'Dala, 2023 ; Mbemba, 2022).
- Études sur les relations Sud-Sud et la coopération internationale (Falomir et al., 2015).
- Analyses critiques sur les programmes de l'Authenticité et du Renouveau.

3. Techniques d'analyse

Analyse de contenu :

- Identification des thèmes récurrents dans les discours et documents officiels, tels que idéologie, projets culturels, partenaires internationaux et objectifs de légitimation.
- Évaluation du rôle de la culture comme outil de diplomatie et instrument de projection de l'État sur la scène internationale.

Analyse comparative :

- Mise en parallèle des stratégies de Mobutu et Tshisekedi selon plusieurs dimensions : idéologie, instruments mobilisés, partenariats internationaux, et objectifs internes et externes.
- Détermination des ruptures stratégiques (par exemple, passage d'une culture-propagande à une

culture-économie) et des continuités fonctionnelles (usage de la culture pour légitimer le pouvoir et asseoir la souveraineté).

Triangulation des sources :

- Croisement des données issues des documents officiels, de la littérature scientifique et des médias pour renforcer la fiabilité et la validité des conclusions.

4. Limites de l'étude

- Les archives officielles sur la période Mobutu sont parfois incomplètes, ce qui peut limiter l'analyse historique détaillée.
- L'accès à certaines informations contemporaines sur les partenariats internationaux de Tshisekedi reste partiel.
- L'interprétation qualitative des discours et documents nécessite une prudence méthodologique pour éviter les biais contextuels et idéologiques.

III. RESULTATS

I. Cadre Théorique : La Culture comme Levier de Souveraineté Postcoloniale

1. Définition de la Diplomatie Culturelle et du Soft Power Africain

Dans le contexte africain post-colonial, la diplomatie culturelle ne se limite pas à l'échange artistique ; elle est intrinsèquement liée à la quête de la souveraineté narrative. Elle permet l'ouverture d'espaces de dialogue sur des questions sensibles et critiques, notamment en matière de créativité et de patrimoine. Les États africains, en s'appuyant sur des instruments normatifs internationaux comme ceux de l'UNESCO, cherchent à affirmer leur identité et à dépasser l'héritage d'une « tutelle diplomatique » (McConnell, Craggs & Harris 2024, p.8) laissée par les anciennes puissances coloniales.

La mise en œuvre d'une politique culturelle affirmée constitue un champ de résistance essentiel. Si les politiques de visas restrictives entravent la mobilité des artistes des pays du Sud, les initiatives de diplomatie culturelle deviennent critiques pour projeter une image décolonisée. L'affirmation d'une identité propre, à travers la culture, est perçue comme une condition nécessaire pour asseoir la légitimité internationale, comme le fait observer McConnell et son équipe (2024, p.9) en contrecarrant les tentatives de perpétuer les « méthodes d'enseignement colonial ». Le rôle de la culture dans les politiques de Mobutu et de Tshisekedi doit être compris à

travers ce prisme de la lutte pour l'autonomie du narratif face à l'histoire officielle imposée.

2. Le Contexte Géopolitique de la RDC : Sud-Sud et Multilatéralisme

La diplomatie culturelle congolaise s'inscrit également dans un contexte de diversification des relations, au-delà du lien traditionnel, souvent conflictuel, avec l'ancienne puissance coloniale, la Belgique. Nicolas Falomir et al (2015, p.23) pensent non sans raison que le développement des relations Sud-Sud offre des espaces alternatifs pour la culture et la diplomatie.

Le régime de Mobutu a initié une politique de non-alignement pour maximiser les ressources et minimiser la dépendance. Cette stratégie trouve une continuité sous Tshisekedi, notamment dans la diversification des partenariats stratégiques. L'influence croissante de la Chine, par exemple, se manifeste de manière concrète par le financement de grands projets culturels, comme l'inauguration du Grand Centre Culturel et Artistique pour les pays de l'Afrique centrale à Kinshasa. Cet ouvrage, exécuté grâce à un financement chinois de 100 millions de dollars, illustre la nécessité de trouver des partenaires capables de financer des infrastructures majeures, une tendance stratégique qui préfigure l'importance de la diversification pour le développement congolais.

II. La Diplomatie de l'Authenticité : Nationalisme, Spectacle et Contrôle Étatique (Mobutu)

L'Authenticité : Idéologie de Rupture ou de Légitimation Personnelle ?

L'idéologie de l'Authenticité, mise en œuvre sous la Deuxième République (Zaire), a été présentée comme une rupture radicale avec l'héritage colonial et un « recours à l'authenticité ». Cependant, les analyses critiques révèlent que cette doctrine, associée au Mobutisme, fut une « machine » (White 2015, p.52) dont la conception et la fabrication de toutes pièces visaient des « objectifs bassement personnels et politiques » (Mikanza 1992, p.204). De son côté KAMBA, J., (2024, p.135) souligne que l'Authenticité servait de stratégie rhétorique pour justifier des actes fondateurs du régime, tels que le coup d'État de 1965 et les mesures de nationalisation des années 1970.

La mise en œuvre la plus visible de cette idéologie fut la « zaïrianisation », incluant le changement obligatoire des noms. L'article 46 de la loi sur la nationalité fut suivi par l'Ordonnance n° 73/079 du 14 février 1973, qui abrogeait

et reprenait les mesures relatives au changement de nom aux résonances étrangères (Johan M. Pauwels et Walter Pintens, 1983, p.14). Ces mesures, bien qu'incarnant une volonté d'émancipation culturelle, étaient le reflet d'un régime totalitaire cherchant à imposer un contrôle sur tous les aspects de la vie nationale, y compris l'académie.

Néanmoins, l'Authenticité a engendré un paradoxe dans le milieu intellectuel. Alors que le régime exerçait un contrôle autoritaire sur l'Université Nationale du Zaïre (UNAZA) à travers l'intégration des étudiants au MPR et les manifestations obligatoires d'allégeance, cette structure oppressive coexista avec un « dynamisme intellectuel retentissant ». Les universitaires ont participé activement au mouvement de « décolonisation intellectuelle » (intellectual decolonization). Par exemple, l'histoire a été réorganisée autour d'approches nationales et continentales, offrant une évaluation critique de l'historiographie africaniste. Ce double jeu, où l'intellectuel devait naviguer entre le postulat historique étatique et la production de savoir cosmopolite, montre que si l'Authenticité était une « rupture de façade dans la continuité fondamentale du système colonial » d'un point de vue politique (Serge M'Bouku, 2007), elle a néanmoins généré un champ de rupture intellectuelle réel, bien qu'encadré par la « quiet self-censorship ».

Le Spectacle de la Projection Internationale : Zaïre '74

La diplomatie culturelle de Mobutu s'est illustrée par des événements de grande envergure. Le festival musical « Zaïre '74 » et le combat de boxe « Rumble in the Jungle » (30 octobre 1974) opposant Ali et George Foreman, ont été des événements sonores transnationaux (transnational sound-events) (Levi, Ron, 2017).

Ces spectacles visaient non seulement à célébrer l'intersection entre l'ambition anti-coloniale africaine et la résistance afro-américaine, mais surtout à projeter l'image d'un Zaïre stable et prospère, sous la direction d'une figure charismatique.

L'analyse de Ron Levi (2017) sur la politisation de cet événement souligne que, malgré les idéaux de solidarité, il faut tenir compte de la « face sombre » de ce festival, lié aux conditions politiques et matérielles du régime. Mobutu s'est assuré que la culture populaire soit directement au service de sa propagande. Il a choisi Franco Luambo Makiadi, leader du TPOK Jazz, comme son compagnon officiel lors d'événements politiques internationaux et lui a octroyé une subvention étatique substantielle, obtenant ainsi le contrôle sur l'agence d'enregistrement d'État (White 2008, p. 79–80).

Cette stratégie démontre l'instrumentalisation directe de la célébrité culturelle pour la légitimation personnelle et la projection d'un soft power étroitement contrôlé.

L'Initiative de Restitution Mobutiste (1973-1974)

Une continuité notable réside dans la question de la restitution des biens culturels. Mobutu fut l'un des premiers dirigeants africains à soulever formellement cette question au niveau multilatéral. En 1973, il s'adressa à l'Organisation des Nations unies pour réclamer le retour des objets spoliés.

Cette démarche, bien que motivée par des objectifs idéologiques anti-impérialistes, fut couronnée d'un succès symbolique immédiat. Entre 1973 et 1974, la Belgique a procédé à la remise d'une centaine d'objets. Ce geste, bien que limité en quantité au regard des dizaines de milliers d'objets encore conservés, a établi la restitution comme un enjeu diplomatique majeur et un outil de négociation de la souveraineté post-coloniale, réaffirmé quarante-neuf ans plus tard sous le régime de Tshisekedi.

III. La Diplomatie du Renouveau : ICC, Soft Power Économique et Patrimoine (Tshisekedi)

Sous la présidence de Félix Tshisekedi, la diplomatie culturelle a opéré une rupture méthodologique significative, s'éloignant de la rhétorique idéologique pour embrasser le modèle économique des Industries Culturelles et Créatives (ICC).

Structuration et Économie de la Culture

L'engagement du Renouveau s'est concrétisé par la promulgation d'une nouvelle politique culturelle nationale. Cette initiative est perçue comme un tournant institutionnel, fournissant au Ministère de la Culture le cadre nécessaire pour engager des réformes visant spécifiquement le développement des ICC.

La rupture la plus notable réside dans la focalisation sur la rationalisation économique du secteur. Lors d'une conférence organisée par l'association de défense des droits des artistes à Kinshasa (Août 2025), rapporte l'agence congolaise de presse « ACP », les experts ont recommandé la mise en place urgente d'une structure fiscale de canalisation des taxes sur les produits artistiques et culturels.

L'argument est que l'économie de la culture doit être dotée d'une « structuration fiscale adéquate » pour générer des recettes pour le Trésor public. Une telle politique permettrait au Ministère de la Culture de sortir de son rôle traditionnel de simple « figuration » dotée d'un budget

insuffisant, et de contribuer activement à l'augmentation du budget national tout en améliorant les conditions socioprofessionnelles des artistes.

La proposition de faire muter les associations culturelles, qui opèrent souvent de manière informelle, en véritables entreprises, révèle une volonté de rompre avec le modèle de dépendance étatique et de promouvoir une culture entrepreneuriale.

L'objectif est de mobiliser l'« ingénierat culturel » pour matérialiser la loi et permettre à l'État de taxer les biens et services culturels, y compris les ventes numériques et les billets de spectacles.

Le Soft Power Patrimonial : La Rumba Congolaise à l'UNESCO

Un succès majeur de la diplomatie culturelle de Tshisekedi est l'inscription de la Rumba congolaise sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2021 (Unesco, 17 déc. 2021). Cet acte, mené conjointement avec la République du Congo, a une portée politique et diplomatique immense.

Le gouvernement congolais a clairement affiché sa résolution de transformer la Rumba et la culture en un véritable Soft Power. La culture est désormais considérée comme une nouvelle forme de puissance nationale, au même titre que la puissance militaire ou économique (les minerais tels que le coltan et le cuivre).

La Rumba est valorisée non seulement comme une expression essentielle de l'identité des peuples des deux rives du fleuve Congo, mais aussi pour son rôle dans la promotion de la cohésion sociale et la transmission de valeurs panafricaines. Son impact international est démontré par son influence créative sur d'autres musiques, comme la Champeta colombienne, et les collaborations avec des artistes maliens ou français. Cette stratégie utilise la reconnaissance multilatérale comme un levier d'attractivité touristique et de valorisation du territoire.

Le Rôle des Infrastructures et de la Coopération Diversifiée

La construction de nouvelles infrastructures culturelles, symbolisée par le Grand Centre Culturel et Artistique financé par la Chine, marque une tentative d'affranchissement des dépendances traditionnelles. Ce projet matérialise la volonté du Chef de l'État de doter la RDC d'outils de rayonnement à la hauteur de son ambition.

La coopération sino-congolaise pour des projets d'envergure démontre l'importance de la diversification

pour la politique congolaise (Lohalo Olemanu et al, 2022), qui cherche à compenser le manque d'investissement des anciens partenaires coloniaux dans ce domaine.

IV. La Restitution : Continuité Thématique et Rupture Processuelle

L'Accélération du Dialogue Bilatéral avec la Belgique (Post-2017)

La question de la restitution des biens culturels représente l'axe de continuité le plus évident entre l'ère Mobutu et celle de Tshisekedi. Cependant, le processus, initialement posé par les pères fondateurs (Lumumba) et réaffirmé par Mobutu à l'ONU en 1973, a connu une accélération sans précédent depuis le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou en 2017 et la pression grandissante de la diaspora (Mumbembele Sanger Placide, 2022).

La diplomatie post-2019 a formalisé la démarche. La visite du Roi Philippe des Belges en 2022, où il a remis symboliquement le masque Kakuungu de l'ethnie Suku, a officialisé un processus technique. La RDC a mis en place un Comité scientifique national pour le rapatriement des objets culturels. Des échanges réguliers et techniques ont lieu, impliquant la Ministre de la Culture (Catherine Kathungu Furaha, puis Yolande Elebe), des experts congolais (Prof. Joseph Ibongo), et leurs homologues belges (Bart Ouvry, Nicolas Nikis). L'objectif partagé comme l'affirme le Secrétaire d'État Belge à la politique Scientifique, (Dermine T., 2024) est d'assumer le passé afin de construire un avenir « apaisé et réconcilié ».

Les Conditions de Tshisekedi : Transactionnalité contre Idéologie

La rupture processuelle sous Tshisekedi réside dans l'adoption d'une approche pragmatique et conditionnelle de la restitution. Le président Tshisekedi a subordonné le retour massif des œuvres à la capacité d'accueil des musées congolais et à la mise en place d'une coopération durable entre les deux pays.

Cette position, perçue comme « réaliste » par la partie belge, contraste fortement avec la rhétorique d'affrontement idéologique de l'époque Mobutu. Elle révèle que la restitution n'est pas seulement un acte symbolique de récupération de souveraineté, mais une étape dans la construction d'une capacité étatique à gérer son propre patrimoine. Il est également clair que les œuvres d'art ont été utilisées comme « monnaie d'échange politique » pour atténuer la crise diplomatique ayant suivi l'élection contestée de 2018.

Toutefois, cette approche pragmatique a suscité des tensions internes. La diaspora congolaise, particulièrement active sur ce dossier depuis 2017, a critiqué la position du président, la jugeant « paternaliste » (Mumbembele Sanger Placide, 2022). Ce conflit démontre une rupture majeure dans les acteurs du processus diplomatique : sous Mobutu, l'initiative était purement top-down ; sous Tshisekedi, l'État doit désormais composer avec la pression d'une société civile transnationale (la diaspora) qui incarne une force d'opposition et de négociation de l'authenticité culturelle.

Tableau 1 : La Restitution des Biens Culturels : Jalons et Acteurs

Période	Régime	Moment Clé	Acteurs/Influence	Résultat/Nuance
Début 1970	Mobutu (Zaire)	Discours aux Nations Unies (1973).	Mobutu (chef d'État) ; UNESCO.	Restitution limitée (~100 objets en 1973-1974). Démarche top-down idéologique.
2017 - 2019	Transition /Tshisekedi	Discours Macron (Ougandou) ; Crise diplomatique 2018.	Diaspora congolaise ; Institutions belges.	Accélération du débat. Utilisation des œuvres comme « monnaie d'échange ».
Post-2022	Tshisekedi (RDC)	Visite du Roi des Belges (2022) ; Dialogue technique (sept. 2023).	Tshisekedi ; Ministre de la Culture ; Comité scientifique de la RDC.	Remise symbolique (masque Kakuungu). Position conditionnelle (capacité d'accueil).

V. Ruptures et Continuités : Analyse Fonctionnelle de l'Instrumentalisation (Synthèse)

1. Rupture Idéologique : Du Mythe du Chef à la Rationalité Économique

La rupture idéologique entre les deux époques est profonde. Mobutu cherchait à créer un mythe politique personnel (« Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga ») et à utiliser l'Authenticité pour légitimer un

régime totalitaire. La culture était une composante de la propagande, subventionnée et contrôlée par le pouvoir politique.

L'ère Tshisekedi opère un glissement vers la rationalisation managériale. L'objectif principal n'est plus la création d'un mythe personnel (bien que le Renouveau ait ses propres codes de communication), mais la structuration économique et fiscale du secteur culturel. La culture n'est plus un simple coût politique, mais une source potentielle de recettes et un levier d'attractivité, symbolisé par les ICC et l'inscription de la Rumba comme Soft Power national.

Continuité Fonctionnelle : La Culture au Service de la Légitimation Étatique

Malgré cette rupture idéologique, la fonction stratégique de la culture comme outil de légitimation étatique reste une continuité fondamentale. Sur le plan de la légitimation externe, Mobutu a utilisé le spectacle (Zaire '74) pour masquer la prédation interne et projeter une image de leader panafricain. Tshisekedi utilise la coopération technique autour de la restitution pour s'affirmer comme un président pragmatique et responsable, capable de construire des relations bilatérales « apaisées et réconciliées ».

Dans les deux cas, la culture est une ressource transactionnelle dans les négociations géopolitiques. Sur le plan de la légitimation interne, les deux régimes mobilisent la culture pour générer de la fierté nationale et de la cohésion. L'Authenticité visait à donner au citoyen congolais sa « vérité historique » face au « prestige blanc » (Lokadi Longandjo, cité par J East Afr Stud 2022). De même, l'inscription de la Rumba à l'UNESCO est un facteur de fierté et d'unité intergénérationnelle et sociale.

Le Financement de la Diplomatie Culturelle : Dépendance et Autonomie

Sous Mobutu, le financement des actions culturelles et la récompense des artistes étaient centralisés et dépendaient des ressources étatiques, souvent détournées pour des fins politiques. Sous Tshisekedi, le projet de structuration fiscale vise l'autonomie financière par l'imposition. Il s'agit d'une tentative de rupture avec la dépendance politique et le financement opaque.

Néanmoins, la dépendance externe persiste, mais se diversifie. La coopération sino-congolaise, qui finance des infrastructures culturelles majeures, remplace partiellement l'ancienne tutelle occidentale. Le risque, comme l'ont montré les travaux sur la politique congolaise de la Chine (Lohalo et al, 2022), est que l'autonomie

stratégique culturelle soit échangée contre une nouvelle forme de dépendance infrastructurelle ou économique.

Tableau 2 : Analyse Comparative des Cadres d'Instrumentalisation Culturelle (Mobutu vs. Tshisekedi)

Axe d'Analyse	Ère Mobutu (Authenticité)	Ère Tshisekedi (Renouveau/ICC)	Nature du Changement
Fondement Idéologique	Nationalisme radical, Recours à l'Authenticité (façonné pour le pouvoir personnel) (Mikanza 1992, 204).	Valorisation des ICC, Économie de la culture, Soft Power national.	Rupture (Idéologie politique vers Modèle économique)
Méthode de Projection	Spectacle politique de masse (Zaire '74) ; Utilisation de personnalités contrôlées (Franco) (White 2008, 79–80).	Institutionnalisation (Lois ICC) ; Patrimoine mondial (Rumba UNESCO, 2021).	Rupture (Propagande événementielle vers Capacités institutionnelles)
Objectif de Restitution	Affrontement rhétorique anti-impérialiste (ONU, 1973).	Dialogue conditionnel (capacité d'accueil) et coopération technique (Post-2019) (Cahiers d'études africaines 2023).	Continuité Thématique, Rupture Processuelle (Idéologie vers Pragmatisme)
Financement/Ressources	Ressources étatiques centralisées ; Subventions politiques pour les artistes loyaux.	Structuration fiscale (TVA, impôts) ; Recherche d'autonomie financière ; Coopération Chinoise.	Rupture (Contrôle totalitaire vers Tentative de fiscalisation)

IV. DISCUSSION

A. Confirmations et recouvrements avec la littérature

Diplomatie culturelle comme levier de souveraineté narrative : Nos résultats selon lequel la diplomatie culturelle en contexte africain est un instrument de

souveraineté narrative trouve un solide appui dans les travaux de Oluwaseun Tella (2021). Celui-ci montre que les États africains utilisent la culture, les valeurs politiques et les exports culturels pour construire un soft power spécifiquement africain. Cette approche corrobore l'observation que la culture n'est pas « seulement » un échange artistique — elle est un outil structurant de l'affirmation nationale.

De même, l'article de Charles Mbira (2024) sur le rôle de la diplomatie culturelle dans les économies émergentes montre que « les nations qui s'engagent activement dans la diplomatie culturelle voient une augmentation de leurs liens culturels et une plus grande influence politique à l'étranger ». Cette conclusion va directement dans le sens de la thèse selon laquelle, même après la rupture idéologique, la fonction de légitimation externe se maintient.

Diversification géopolitique et relations Sud-Sud / multilatéralisme : Nos résultats sur la diversification des partenariats (ex. Chine-RDC) trouvent un écho dans l'étude de Mariam Papachristou (2021) sur la diplomatie culturelle chinoise en Afrique : elle attire l'attention sur l'« institutionnalisation de la présence culturelle chinoise » sur le continent, ce qui signale un nouveau cadre multilatéral et non uniquement Occidental. Cela soutient l'argument selon lequel la RDC, sous Tshisekedi, emprunte ce chemin de diversification.

Instrumentalisation de la culture à des fins de légitimation interne/externe : Notre constat selon lequel, malgré les ruptures, la culture reste un outil de légitimation interne et externe s'aligne avec les analyses de diplomatie événementielle : les travaux sur les événements culturels organisés par les États montrent que ceux-ci cherchent à projeter une image d'État moderne et souverain (par exemple, le festival « Zaire '74 »). Bien que la littérature spécifique à l'événement Zaire '74 reste limitée, l'existence d'un tel usage événementiel est soulignée dans les récits de diplomatie culturelle.

Enfin, l'article de Tella rappelle que les contraintes économiques et institutionnelles persistent, ce qui correspond au propos sur les limites de l'ère Mobutu et de l'actuelle structuration sous Tshisekedi.

B. Apports nouveaux et écarts

Écart : le rôle de l'économie créative et des ICC. Notre analyse met en lumière une rupture importante : la transition d'un modèle de culture-propagande à un modèle de culture-économie et industrie (ICC). La littérature

récente sur l'Afrique commence seulement à traiter ce glissement ; par exemple l'article de Yoel Kenan cité dans la presse (2025) parle du boom des industries culturelles africaines (musique, mode, audiovisuel) et de leur rôle dans le soft power. Ce champ reste peu couvert dans les études académiques structurées sur la RDC, ce qui signifie que cette contribution est relativement innovante.

Écart : spécificité congolaise et restitution des biens culturels. Le focus sur la restitution des biens culturels (Mobilisation sous Mobutu puis sous Tshisekedi) est une dimension que peu d'études couvrent de façon comparative pour la RDC. Il y a un écart entre une abondance de travaux sur l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique du Nord sur le patrimoine, et une relative rareté d'études sur la RDC. Cela constitue une originalité. La continuité de thème (restitution) mais la rupture de processus (idéologie → transactionnalité) est un apport important à la littérature.

Apport : temporalisation, rupture vs continuité. Le concept de « rupture stratégique mais continuité fonctionnelle » est un apport conceptuel intéressant. En combinant l'idée que les instruments (idéologie, spectacle, économie) changent et que la fonction (légitimation) reste, cette étude modélise une typologie utile pour d'autres études comparatives en Afrique. Peu d'études adoptent cette double logique avec autant de précision.

C. Implications de recherche et politiques

Cette étude invite à repenser la diplomatie culturelle non seulement comme une série d'interventions symboliques, mais comme une politique publique intégrée (lois ICC, fiscalité, infrastructures). Ceci a des implications pour les praticiens : gouvernements, ministères de la culture, partenaires internationaux doivent passer d'une logique purement symbolique à une logique de développement et durabilité.

Du point de vue académique, il devient pertinent de comparer d'autres États africains qui ont opéré ce glissement (vers ICC) pour voir si la logique rupture/continuité y est également présente.

Enfin, la restitution des biens culturels apparaît comme un « front » diplomatique et culturel qui mérite d'être traité davantage : non seulement côté Nord-Sud, mais aussi dans les dimensions d'autonomie institutionnelle, de capacité d'accueil et de valorisation locale.

En résumé, cette étude s'inscrit bien dans les débats contemporains sur la diplomatie culturelle et le soft power en Afrique, tout en apportant une perspective originale et

bien ciblée sur la RDC. Elle confirme plusieurs tendances identifiées dans la littérature, remplit un vide (spécificité congolaise et restitution) et pose une typologie rupture/continuité utile. Les écarts identifiés (économie créative, restitution) ouvrent de belles pistes de recherche future.

V. CONCLUSION

L'analyse comparative démontre que la diplomatie culturelle congolaise a toujours été un instrument central de légitimation étatique et de souveraineté, mais ses modalités et ses fondements idéologiques ont profondément évolué au fil des régimes. Sous Mobutu, elle s'inscrivait dans une logique de nationalisme symbolique et de démonstration de force idéologique. La culture servait alors à légitimer l'autorité politique par des ruptures symboliques avec le passé colonial et par une continuité systémique dans le contrôle étatique. Les pratiques culturelles étaient instrumentalisées comme outils de propagande et de consolidation du pouvoir, articulant rituels, commémorations et institutions pour construire un récit national centralisé.

Sous Tshisekedi, la diplomatie culturelle s'oriente vers une logique de rationalité économique et institutionnelle, incarnant un véritable passage de la culture comme instrument politique à la culture comme moteur de développement économique et de rayonnement international. Ce changement illustre une rupture méthodologique, où les stratégies s'appuient sur la valorisation des industries culturelles et créatives (ICC), la patrimonialisation économique des biens culturels et la professionnalisation des institutions culturelles. La continuité stratégique avec le modèle étatique reste toutefois perceptible : l'État conserve son rôle central, mais la culture est désormais mobilisée comme vecteur de soft power, capable d'améliorer l'image de la RDC sur la scène internationale.

Le « nouveau » culturel sous Tshisekedi dépasse la simple restitution des 84 000 œuvres patrimoniales dispersées. Il s'agit d'une transformation structurelle de la gouvernance culturelle : la réussite de cette diplomatie sera mesurée par l'efficacité des réformes fiscales, la capacité du Ministère de la Culture à sortir de sa fonction symbolique et à devenir un acteur économique et stratégique, et l'intégration des ICC dans le développement national. La patrimonialisation économique, à travers la mise en valeur et la commercialisation des biens culturels, devient un levier

concret de croissance et de soft power.

Pour la recherche future, plusieurs axes stratégiques méritent d'être approfondis :

- Impact socio-économique des ICC : mesurer concrètement comment la structuration des industries culturelles réduit la précarité des artistes et génère des opportunités d'emploi et de revenus durables.
- Soft power et partenariats internationaux : évaluer l'influence du soft power chinois et des autres acteurs étrangers dans le secteur culturel congolais, et déterminer si ces collaborations renforcent l'autonomie stratégique ou introduisent de nouvelles formes de dépendance.
- Réception sociale et diasporique : comprendre comment les sociétés civiles, les diasporas et les artistes perçoivent et interagissent avec ces politiques culturelles, afin d'évaluer la légitimité et l'efficacité des stratégies étatiques.

En combinant ces perspectives, il devient possible de concevoir une diplomatie culturelle à triple objectif : renforcer la légitimité de l'État, stimuler l'économie culturelle et accroître le rayonnement international de la RDC. Cette approche offre un cadre analytique innovant pour les chercheurs et décideurs souhaitant articuler culture, gouvernance et développement, et constitue un modèle potentiel pour d'autres pays africains confrontés à des défis similaires de préservation patrimoniale, d'industrialisation culturelle et de repositionnement stratégique sur la scène globale.

BIBLIOGRAPHIE

- Mikanza, M. (1992). Pour une politique culturelle nationale. In Ndaywel è Nziem (Ed.), *Quelle politique culturelle pour la Troisième République du Zaïre ?* (pp. 199-220). Kinshasa : Bibliothèque nationale du Zaïre.
- Pauwels, J. M., & Pintens, W. (1983). *La législation zaïroise relative au nom : Droit et authenticité africaine* (Mémoire in-8, Nouvelle série, Tome XLVII, fasc. 2). Bruxelles : Académie royale des sciences d'Outre-Mer.
- Falimir Lockhart, N., & Saar, M. L. (2015). La place de la diplomatie culturelle dans la politique africaine du Brésil et du Venezuela. *Cahiers des Amériques Latines*, 80, 109-125.
- Kamba, J. (2024). Revisiter l'idéologie de « l'authenticité » de Mobutu. *Recherches et regards d'Afrique*, 3(7), 131-151.
- Levi, R. (2017). Zaire '74: Politicising the sound event. *Social Dynamics*, 43(2), 184-198.
- McConnell, F., & Craggs, R. (2024). Sur les traces du tutorat diplomatique : pédagogies (post)coloniales et formation des

diplomates africains. *Revue sociologie politique internationale*, 18(3), 1-21. Oxford University Press.

- M'Boukou, S. (2007). Mobutu, roi du Zaïre : Essai de socio-anthropologie politique à partir d'une figure dictatoriale. *Revue de philosophie et de sciences humaines*, 1-19.
- Mumbembele, S. P. (2023). L'art de la polémique : Tervuren-Kinshasa, 1930-2022. *Cahiers d'études africaines*, 251-252(3), 911-928.
- UNESCO. (2018). *RePenser les politiques culturelles*. *Cahiers d'études africaines*, 3, 911.
- White, B. W. (2006). L'incroyable machine d'authenticité : L'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu. *Anthropologie et société*, 30(2), 43-63.
- Zafar, S., & Ahmed, I. (2025). Chinese soft power diplomacy: A case study of China-Africa relations. *Review Journal of Social Psychology & Social Works*, 3(3), 744-757. <https://socialworksreview.com/index.php/Journal/article/view/357>
- Klomegah, K. K. (2025, August 30). Southern African states unite behind cultural integration. *Modern Diplomacy*. <https://moderndiplomacy.eu/2025/08/30/southern-african-states-unite-behind-cultural-integration/>
- Louadi, M. (2024). On the preservation of Africa's cultural heritage in the age of artificial intelligence [Preprint]. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2403.06865>
- Siniver, A. (2023). Middle powers and soft-power rivalry: Egyptian-Israeli competition in Africa. *Foreign Policy Analysis*, 19(2). <https://doi.org/10.1093/fpa/orac041>
- Tapo, A., Traoré, A., Danioko, S., & Tembine, H. (2024). Machine intelligence in Africa: A survey [Preprint]. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2402.02218>